

Formation spécialisée du 09 avril 2026

Les 5 avis ont été votés par les élus à la FS lors de l'instance du 27/11/2026. L'administration doit y répondre par écrit.

Avis 1 : La FSSSCT-D exige que ses élu.es aient accès immédiatement aux registres obligatoires des établissements dès lors qu'ils en font la demande. Ces registres doivent être, pour les collègues, accessibles facilement et en tout temps, et leur emplacement indiqué en salle des personnels et connu de tout.es. La DSDEN doit s'assurer de ce bon fonctionnement.

Réponse : D'abord, tout membre de la communauté éducative doit pouvoir avoir accès aux registres obligatoires pour pouvoir les compléter.

Les élus de la formation spécialisée peuvent renseigner le Registre Danger Grave et Imminent dans le cadre d'une alerte.

Ensuite, pour la consultation, le registre SST est considéré comme un document public au titre du Code des relations entre le public et l'administration, article L300-2. Il est consultable et transmissible, mais il existe des exclusions à cette diffusion. L'article L311-6 du CRPA exclut la communication d'un document administratif à un autre que l'intéressé :

- 1) qui pourrait porter atteinte à la protection de la vie privée ;
- 2) ou porter un jugement de valeur sur une personne physique désignée nommément ou facilement identifiable ;
- 3) ou faire apparaître le comportement d'une personne dès lors que la divulgation de ce comportement pourrait lui porter préjudice.

Une demande préalable est donc nécessaire pour assurer la consultation de façon à pouvoir anonymiser les documents, conformément à l'article L311-6 du CRPA. Un groupe de travail de la formation spécialisée académique a été annoncé. Dans l'attente de ses conclusions, les dispositions réglementaires s'appliquent strictement.

Enfin, les élus de la formation spécialisée ont accès aux registres obligatoires lors des visites de la formation spécialisée, article R253-42 du Code général de la fonction publique et dans le cadre des enquêtes au titre de l'article R253-49 du Code général de la fonction publique.

Avis 2 : La FSSSCT-D s'oppose fermement aux tentatives d'encadrement et d'amenuisement du droit d'alerte et du droit de retrait pour des situations de danger grave et imminent, où les collègues ont un motif raisonnable de se penser en danger et/ou lorsque nous, représentant-es du personnel, estimons que ce danger est caractérisé. Le cadre réglementaire est clair, ne nécessite pas de circulaire en plus, et doit être respecté.

Réponse : Ni la DSDEN ni les cadres du département ne s'opposent au droit d'alerte ou au droit de retrait. Il appartient à l'administration de déterminer si le motif raisonnable de se considérer dans une situation de DGI est attesté. La circulaire rectoriale reprend la réglementation en s'assurant que les droits et devoirs de chacun dans cette situation sont respectés.

Avis 3 : La FSSSCT-D exige que tous les DTA des écoles, collèges, lycées et services soient disponibles pour les personnels et les usagers. L'administration doit travailler de concert avec les collectivités pour que ces DTA soient à jour et accessibles, et pour que toutes les mesures correctives soient prises dans les plus brefs délais, pour la protection des personnels.

Réponse : Dans le cadre du dialogue régulier avec les collectivités territoriales, propriétaires des locaux, les obligations liées à la création, mise à jour et mise à disposition du dossier technique amiante (= DTA) leur sont rappelées. En cas de manquement supposé à ces obligations, les représentants du personnel sont invités à en informer les services de la DSDEN.

Avis 4 : La FSSSCT-D exige que les entretiens avec les personnels lors des visites d'école et établissement dans le cadre de la FSSSCT se fassent sans représentant-es de l'administration, en accord avec la circulaire académique, et pour des raisons de respect de la confidentialité et d'instauration d'un cadre serein et libre pour accueillir la parole des collègues.

Réponse : Le règlement intérieur de l'instance prévoit, article 19 page 7, que « La formation spécialisée contribue à la prévention des risques professionnels, notamment en effectuant des visites spécialisées et en procédant à des enquêtes sur les risques d'accidents de service dans son champ de compétence et suscite toute initiative qu'elle estime utile. Elle peut proposer des actions de prévention du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et des violences sexistes et sexuelles. La formation spécialisée suggère toute mesure de nature à améliorer la santé et la sécurité du travail, à assurer la formation des agents dans les domaines de la santé et de la sécurité. Elle coopère à la préparation des actions de formation à la santé et à la sécurité et veille à leur mise en œuvre. Une délibération de la formation spécialisée fixe l'objet, le secteur géographique et la composition de la délégation chargée de la visite. »

Le protocole académique de visite indique en page 2 que « La délégation procède à la visite des locaux (un ou plusieurs groupes) en présence d'un personnel de direction dans le respect du programme de visite décidé conjointement. À cette occasion, des photos et différentes mesures (sonore, température, luminosité, etc.) seront prises. La délégation doit veiller à perturber le moins possible le fonctionnement des établissements ou des services qu'elle visite. Des entretiens individuels ou collectifs sont menés par la délégation avec tous les personnels qui souhaitent être entendus (personnels de l'éducation nationale ou de la collectivité de rattachement). Ces temps d'échange se déroulent hors présence du supérieur hiérarchique. La délégation garantit la confidentialité des personnes entretenues. »

Au vu de ces éléments, les entretiens avec les personnels lors des visites de la formation spécialisée se tiennent en présence de membres représentatifs de la délégation, dont l'administration, en veillant à éviter le lien hiérarchique avec les personnels entendus.

Avis 5: Au vu des propos tenus par Madame la directrice académique lors du GT FSSSCT-D du 20/11, nous souhaiterions connaître les établissements dans lesquels vous estimez que des collègues usent de pratiques harcelantes à l'égard de certain.es chef.fes d'établissement. Il s'agit pour nous d'évaluer la situation et d'œuvrer dans le sens d'une amélioration du dialogue social. Pour rappel, le terme de "harcèlement" ne peut être utilisé sans faire l'objet d'une décision d'un tribunal.

Réponse : Les échanges du 20/11/2025 ont rappelé le cadre réglementaire et ont été généraux. Les organisations syndicales peuvent échanger sur les situations d'établissement lors des audiences accordées.